

ASSEMBLÉE NATIONALE

4 avril 2019

TAXE SUR LES SERVICES NUMÉRIQUES - (N° 1838)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

AMENDEMENT

N° 16

présenté par

M. Dufrègne, M. Fabien Roussel, Mme Bello, M. Brotherson, M. Bruneel, Mme Buffet,
M. Chassaigne, M. Dharréville, Mme Faucillon, M. Jumel, Mme Kéclard-Mondésir, M. Lecoq,
M. Nilor, M. Peu, M. Serville et M. Wulfranc

ARTICLE 2

Rédiger ainsi l'alinéa 1 :

« I. – Le deuxième alinéa du I de l'article 219 du code général des impôts est ainsi rédigé : « Le taux normal de l'impôt est fixé à 33,3 % pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019 ». »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Plutôt qu'un gel de la trajectoire de baisse de l'impôt sur les sociétés, cet amendement entend l'annuler puisqu'elle acte la participation de notre pays à la funeste course au moins disant fiscal à l'œuvre dans l'ensemble des économies occidentales. Il apparaît d'ailleurs bien contradictoire de prétendre, d'un côté, réguler la fiscalité des géants du numérique et, de l'autre, jouer à plein tube la carte de l'allègement d'impôt des sociétés, dont tireront profit les grands groupes.

Quelle cohérence politique, économique, fiscale ?

Le coût budgétaire de cette trajectoire, chiffré à 17 milliards d'euros par l'OFCE, est abyssal. Notons que cette baisse d'impôt est accordée, une nouvelle fois, sans contrepartie, ce qui est peu acceptable.

Nous proposons donc de l'annuler.